

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

MINISTERE DES MINES, DU PETROLE
ET DE L'ENERGIE

MINISTERE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES

**Objet : Informations relatives aux flux physiques et financiers du
secteur énergie au 31 mars 2013**

INTRODUCTION

Après plusieurs années de crise, la Côte d'Ivoire entre dans une nouvelle ère de paix avec la perspective d'un retour durable sur le sentier de la croissance. A cet effet, la contribution du secteur énergie à cette expansion économique est d'une importance capitale. Il s'agira, pour le sous-secteur électricité, d'assurer l'adéquation entre l'offre et la demande qui accompagnera la relance du secteur productif et sa viabilité financière. Au niveau des hydrocarbures, les défis consistent d'une part, à augmenter la production de pétrole brut et de gaz naturel et, d'autre part, à sécuriser l'approvisionnement de la Côte d'Ivoire en hydrocarbures et en produits pétroliers.

Par ailleurs, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre des réformes relatives, notamment, au cadre légal et réglementaire de l'exploration, à la production et au partage de production des hydrocarbures. Les enlèvements de pétrole continuent d'être effectués dans le nouveau cadre comprenant la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes, la Direction Générale des Hydrocarbures, la PETROCI et un expert indépendant (cabinet de contrôle de qualité).

La présente communication retrace l'évolution des activités dans les sous-secteurs des hydrocarbures et de l'électricité à fin mars 2013.

Elle comporte trois parties se rapportant aux produits suivants :

- (i) le pétrole brut et le gaz naturel,
- (ii) les produits pétroliers,
- (iii) l'électricité.

I – PRODUCTION DE PETROLE BRUT ET DE GAZ NATUREL

1.1 Pétrole brut

A fin mars 2013, la production totale de pétrole brut s'établit à 2 438 897 barils (en moyenne 27 099 barils/jour), en baisse de 0,10% par rapport aux prévisions de 2 441 297 barils sur la période. Par rapport à fin mars 2012, la production de pétrole brut enregistre une baisse de 13,58% consécutive au repli de production sur l'ensemble des permis.

La part de l'Etat issue du partage de la production totale avec les opérateurs privés et la PETROCI, s'élève à 835 734 barils représentant environ 34,27% du volume produit contre 33,86% en 2012. Pour pourvoir les centrales thermiques utilisant le gaz naturel et associé pour la production d'électricité, l'Etat a cédé 226 937 barils de pétrole brut aux partenaires privés en échange de 3 352 354 MMBTU de gaz naturel. En définitive, la part de l'Etat après toutes ces opérations d'échange (part-Etat), à fin mars 2013, s'élève à 608 862 barils contre une réalisation de 778 461 barils à fin mars 2012, soit une baisse de 21,79%. Cette réduction est liée à la détérioration des conditions de partage sur le permis CI-40.

Tableau 1 : Etat comparatif entre la production de pétrole et les prévisions à fin mars 2013

champs	Réalisations 2012 (barils)	Prévisions 2013 (barils)	Réalisations 2013 (barils)	Variations % Réal. 13/ Prév. 13	Variations % Réal. 13/ Réal. 12
CI 11	75 084	54 000	60 989	12,94%	-18,77%
CI 26	1 072 403	1 174 127	944 227	-19,58%	-11,95%
CI 27	44 622	58 500	74 844	27,94%	67,73%
CI 40	1 630 198	1 154 670	1 358 837	17,68%	-16,65%
Total	2 822 307	2 441 297	2 438 897	-0,10%	-13,58%

Source : DCPE / PETROCI

La production valorisée à fin mars 2013 est estimée à 271,42 millions de dollars US, environ 135,71 milliards de FCFA, avec un taux de change moyen de 500 F CFA pour un dollar américain. Les recettes de l'Etat évaluées après les échanges avec les producteurs (après swap) ressortent à 67,63 millions de dollars US (environ 33,66 milliards de FCFA). Les revenus attendus de pétrole brut de l'Etat sont en baisse respectivement de 7,93% et de 25,02% par rapport aux prévisions (73,46 millions de dollars US) et aux réalisations à fin mars 2012 (90,20 millions de dollars US). La détérioration des revenus attendus de l'Etat par rapport aux prévisions et aux réalisations 2012, est liée à la contraction de la production.

1.2 Gaz naturel et associé

La production de gaz naturel et associé à fin mars 2013 est de 18 189 931 MMBTU (environ 515 millions de m³), en hausse de 6,14% par rapport aux prévisions et de 23,56% par rapport aux réalisations à fin mars 2012. Le redressement observé par rapport à fin mars 2012 est lié aux effets des investissements effectués sur les permis CI-26 et CI-27 qui enregistrent respectivement des hausses de production de 1 177 686 MMBTU et 2 563 166 MMBTU. Cependant, cette évolution exceptionnelle est atténuée par la baisse de régime sur les permis CI-11 et CI-40, résultant de la déplétion des puits.

En relation avec les conditions de partage, la part-Etat est en augmentation de 134,73% par rapport aux prévisions et de 21,78% par rapport à fin mars 2012.

Tableau 2 : Etat comparatif entre la production de gaz et les prévisions à fin mars 2013

Champs	Réalisations 2012 (MMBtu)	Prévisions 2013 (MMBtu)	Réalisations 2013 (MMBtu)	Variations % Réal. 13/ Prév. 13	Variations % Réal. 13 / Réal. 12
CI 11	2 336 900	1 800 000	2 262 076	25,67%	-3,20%
CI 26	2 529 462	2 576 831	3 706 148	43,83%	46,52%
CI 27	9 495 275	12 600 000	12 058 440	-4,30%	26,99%
CI 40	360 105	161 190	163 268	1,29%	-54,66%
Total	14 721 741	17 138 021	18 189 931	6,14%	23,56%

Source : DCPE / PETROCI

La valorisation de toute la production de gaz naturel et associé à fin mars 2013 est de 131,85 millions de dollars US (environ 65,93 milliards de F CFA). La part de l'Etat après swap se chiffre à 58,57 millions de dollars US (environ 29,29 milliards de F CFA), en hausse par rapport aux prévisions de 9,67%, mais en baisse de 56,69% par rapport aux réalisations à fin mars 2012. Cette bonne tenue des revenus de l'Etat par rapport aux prévisions est liée à l'amélioration des cours et à l'augmentation de la part de l'Etat.

Dans l'ensemble, les revenus de pétrole et de gaz de l'Etat ressortent à 126,21 millions de dollars US (environ 63,10 milliards de FCFA). Ils sont en repli de 8,54% par rapport aux réalisations à fin mars 2012 en raison de la révision à la baisse des prix de cession du gaz sur le champ CI-27.

Tableau 3 : Etat comparatif des prévisions et réalisations des revenus de pétrole et gaz part-Etat à fin mars 2013

champs	Réalisations 2012 (en US\$)	Prévisions 2013 (en US\$)	Réalisations 2013 (en US\$)	Variations % Réal. 13/ Prév. 13	Variations % Réal. 13 / Réal. 12
CI 11	10 896 252	5 137 410	11 238 146	118,75%	3,14%
CI 26	47 708 257	16 880 071	48 483 411	187,22%	1,62%
CI 27	12 994 658	14 539 162	16 252 103	11,78%	25,07%
CI 40	66 387 938	56 875 784	50 231 927	-11,68%	-24,34%
Total	137 987 105	93 432 427	126 205 588	35,08%	-8,54%

Source : DCPE / PETROCI

1.3 Défis

Dans le but d'accroître le niveau de la production de pétrole brut, des investissements relatifs à l'exploration et à la production des hydrocarbures sont engagés. Ils devraient permettre de mettre en relief de nouveaux gisements. En outre, de nouveaux champs entreront en production dès 2014.

Le déficit financier du sous-secteur électricité est, entre autres, lié au coût excessif du gaz notamment sur le permis CI-26. Des négociations engagées avec CNR au titre du champ CI-26, afin de réduire la facture du gaz naturel, devraient être finalisées en 2013.

II – PRODUITS PETROLIERS

L'analyse porte sur la production, les ventes et les mises à la consommation des produits pétroliers.

2.1 Activités de la SIR

a) Achats d'intrants

La quantité totale d'intrants achetée s'établit à fin mars 2013 à 847 047 Tonnes Métriques (TM). Ils comprennent le pétrole brut, les produits semi-finis, les distillats et les autres bases.

Les achats de pétrole brut sont de 746 452 TM, dont 9 273 TM d'origine ivoirienne, soit environ 1,24% et 737 179 TM d'origine étrangère.

Les achats de produits semi-finis, distillats et autres bases se situent respectivement à 74 164 TM, 16 073 TM et 10 058 TM.

b) Production de produits pétroliers

La production totale de produits pétroliers à fin mars 2013 se chiffre à 554 020 TM en hausse de 15,96% par rapport à fin mars 2012. Cette situation est liée à la consolidation de la reprise de l'activité économique. La répartition de cette production est fournie dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Répartition de la production de produits pétroliers

Produit	Janvier à mars 2012		Janvier à mars 2013		Variation % 2013 / 2012
	Qté (tonnes)	Part (%)	Qté (tonnes)	Part (%)	
BUTANE	-1 752,00	-0,37	-2 150,00	-0,39	22,72%
SUPER	74 123,00	15,51	117 035,00	21,12	57,89%
ESSENCE	0,00	0,00	0,00	0,00	
KEROSENÉ (PETROLE /JET)	83 144,00	17,40	159 697,00	28,83	92,07%
GASOIL	220 522,00	46,16	222 594,00	40,18	0,94%
DDO	0,00	0,00	8 169,00	1,47	
HVO	50 659,00	10,60	0,00	0,00	-100,00%
FUEL OIL	51 079,00	10,69	48 675,00	8,79	-4,71%
TOTAL	477 775,00	100,00	554 020,00	100,00	15,96%

Source : DCPE / SIR

La production de la SIR porte majoritairement sur le gasoil pour 40,18%, le kérosène (pétrole) pour 28,83% et le super pour 21,12%.

c) Ventes et exportations de produits pétroliers

Les ventes totales sont de 541 780 TM pour un montant global de 279,83 milliards de FCFA. En volume et en valeur, elles sont respectivement en hausse de 16,81% et de 21,94% par rapport à fin mars 2012. Cette amélioration est liée à la hausse de la demande nationale.

De manière exceptionnelle, le marché intérieur a représenté 61,18% (331 448 TM pour 179,37 milliards de FCFA) des ventes totales de la SIR contre 349 235 TM au premier trimestre 2012. Cette situation est due à la faiblesse de la marge de raffinage qui ne permet toujours pas à la SIR d'être compétitive sur le marché international. La SIR a, à cet effet, vendu sa production prioritairement sur le marché national. Le principal produit pétrolier vendu en Côte d'Ivoire est le gasoil pour 204 100 TM représentant 61,58% des ventes locales.

Le marché extérieur représente 38,82% (210 332 TM pour 100,46 milliards de FCFA) des ventes globales de la SIR et porte essentiellement sur le kérosène, le gasoil et le fuel oil.

Les exportations sont orientées vers les pays de l'hinterland (23,27%) et la voie maritime (76,73%).

Tableau 5 : Répartition des ventes de la SIR

	Janvier à Mars 2012		Janvier à Mars 2013			Variation % 2013 / 2012	
	Volume (TM)	Valeur (Mds de FCFA)	Volume (TM)	Part de marché	Valeur (Mds de FCFA)	Volume	Valeur
Ventes totales	463 805	229,489	541 780	100%	279,834	16,81%	21,94%
Ventes marché intérieur	349 235	170,820	331 448	61,18%	179,373	-5,09%	5,01%
Ventes marché export	114 570	58,669	210 332	38,82%	100,461	83,58%	71,23%
Ventes export terre	43 382	23,146	48 947	9,03%	25,580	12,83%	10,51%
Ventes export mer	71 188	35,522	161 385	29,79%	74,881	126,70%	110,80%

Source : SIR / DCPE

2.2 Mise en dépôt / Consommation

a) Entrées et sorties des entrepôts

Les entrées en entrepôt de produits pétroliers portent sur 579 669 tonnes, dont 67,32% issues de la raffinerie locale (390 260 tonnes) et 32,68% importées (189 409 tonnes).

La quantité sortie des entrepôts s'établit à 624 470 tonnes. Elle concerne le ravitaillement du marché national (328 810 tonnes), les avitaillements des navires (26 968 tonnes) et les réexportations vers l'hinterland (268 692 tonnes). De ce fait, il ressort un déstockage de produits pétroliers à hauteur de 44 801 TM.

b) Mise à la consommation

La mise à la consommation à fin mars 2013, porte sur 322 771,77 tonnes, en hausse de 5,1% par rapport à l'année précédente. Il est à noter que 83,33% de ce volume est soumis aux droits communs de collecte de taxes ; 11,08% bénéficie d'une exonération partielle et 5,59% d'une exonération totale.

2.3 Taxes sur les produits pétroliers

A fin mars 2013, les droits émis sur les produits pétroliers ont généré 111,91 milliards de FCFA contre 69,16 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 61,81% résultant de la remontée des quantités mises à la consommation.

2.4 Défis

Pour améliorer la situation financière de la SIR, les dettes de cette structure sur l'Etat en 2012, sont en cours d'examen. Une convention sera élaborée sur cette base.

Depuis le mois d'avril 2013, le mécanisme automatique de fixation des prix des produits pétroliers est mis en œuvre.

III – ELECTRICITE

3.1 Production

La production totale d'électricité à fin mars 2013 s'établit à 1 980,39 GWh, en hausse de 18,02% par rapport à son niveau à fin mars 2012 du fait de la relance de l'activité économique. La production thermique s'accroît de 10,22% en raison principalement de l'augmentation de la capacité de production en juin 2012 d'AGGREKO qui est passée de 70 à 100 MW. En outre, il est enregistré une progression de la production d'électricité de source hydraulique de 43,84% liée à une meilleure pluviométrie.

La valorisation de la production d'électricité de source thermique est de 17,20 milliards de FCFA, en accroissement de 13,02% par rapport à son niveau de fin mars 2012. Dans l'ensemble, le coût implicite de la production de l'électricité de source thermique passe de 11,82 FCFA/KWh à 12,12 FCFA/KWh, soit une augmentation de 2,54% liée aux quantités fournies par chaque champ pour la production d'électricité. En effet, les prix de cession de gaz par champ sont différents.

Tableau 6 : Production d'électricité et valorisation à fin mars 2013

	Janvier à mars 2012		Janvier à mars 2013		variation 12/11		coût implicite		Variation
	QTE (MWh)	Valeur (Mds de FCFA)	QTE (MWh)	Valeur (Mds de FCFA)	QTE	Valeur	2012	2013	
Production d'électricité:	1 678 011,19	15,22	1 980 394,95	17,20	18,02%	13,02%	9,07	8,68	-4,24%
- Thermique	1 287 250,01	15,22	1 418 844,78	17,20	10,22%	13,02%	11,82	12,12	2,54%
- Hydraulique	388 626,80	0,00	558 986,50	0,00	43,84%				
- Centrales isolées	2 134,38	0,00	2 563,67	0,00	20,11%				

Source : CI-ENERGIES

3.2 Approvisionnement en combustibles

Les achats de combustibles pour la production d'électricité de source thermique est de 57,17 milliards de FCFA, en baisse de 11,39% par rapport à la même période de 2012.

Tableau 7 : Achats de combustibles à fin mars 2013

	Janvier à mars 2012		Janvier à mars 2013		variation 13/12		coût implicite		Variation
	QTE	Valeur (Mds de FCFA)	QTE	Valeur (Mds de FCFA)	QTE	Valeur	2012	2013	
Achat de combustibles:		65,17		57,75		-11,39%			
- Liquides DDO (litres)	552 601	0,41	132 316	0,05	-76,06%	-87,53%	744,10	387,39	-47,94%
- Liquides HVO (kg)	48 941 922	22,01	0	0,00	-100%	-100%	449,80		
- Liquides DIESEL (litres)	716 329	0,54	813 149	0,07	13,52%	-87,01%	749,15	85,71	-88,56%
- Gazeux (m3)	356 412 508	42,21	451 909 187	57,62	26,79%	36,53%	118,42	127,51	7,68%

Source : CI-ENERGIES

La contraction des achats de combustibles (11,39%) est essentiellement liée à la réduction substantielle de l'utilisation du HVO (-48,9 milliards de FCFA) pour la production d'électricité.

3.3 Ventes locales d'électricité

Les ventes locales d'électricité, évaluées à 79,41 milliards FCFA sont en hausse de 22,80% par rapport aux réalisations à fin mars 2012. Ce renchérissement est consécutif à l'augmentation de la consommation nationale (+16,28%). Cette évolution qui est impulsé par l'effet combiné du regain de la consommation des ménages (+23,28%) et de la hausse de la demande de l'appareil productif (+9,48%), traduit la relance de l'activité économique.

Tableau 8 : Ventes d'électricité et valorisation à fin mars 2013

	Janvier à mars 2012		Janvier à mars 2013		variation 13/12		coût implicite		Variation
	QTE (MWh)	Valeur (Mds de FCFA)	QTE (MWh)	Valeur (Mds de FCFA)	QTE	Valeur	2013	2012	
- Ventes locales	1 110 146,34	64,67	1 290 889,64	79,41	16,28%	22,80%	58,25	61,52	5,60%
-Basse tension	547 073,73	35,01	674 437,76	43,00	23,28%	22,80%	64,00	63,75	-0,39%
-Haute et moyenne tension	563 072,61	29,66	616 451,88	36,41	9,48%	22,79%	52,67	59,07	12,16%

Source : CI-ENERGIES

3.4 Exportation d'électricité

Le volume des ventes d'électricité à l'exportation s'établit à 230,82 GWh, en hausse de 218,57% par rapport au niveau exporté sur la même période de 2012, en raison de la reprise des exportations à l'endroit du Mali (+51,3 GWh), du Burkina Faso (+55,6 GWh), du Benin et du Togo (+34,9 GWh) ainsi

que du Ghana (+16,6 GWh). Ainsi, les ventes à l'exportation évaluées à 12,92 milliards, ressortent en hausse de 224,83%.

Tableau 9 : Etat des exportations d'électricité à fin mars 2013

	Janvier à mars 2012		Janvier à mars 2013		variation 2013/2012	
	QTE (MWh)	Valeur (Mds FCFA)	QTE (MWh)	Valeur (Mds FCFA)	QTE	Valeur
- Ventes export	72 456,50	3,98	230 824,95	12,92	218,57%	224,83%
- VRA	0,00	0,00	16 589,34	0,98		
- CEB	0,00	0,00	34 876,81	1,95		
- SONABEL	71 538,00	3,94	127 159,00	6,87	77,75%	74,49%
- EDM	918,50	0,04	52 199,80	3,12	5583,16%	7441,30%

Source : CI-ENERGIES

3.5 Equilibre financier du secteur

Les flux de trésorerie du secteur indiquent à fin mars 2013 que les recettes recouvrées s'élèvent 84,3 milliards de FCFA contre 62,99 milliards de FCFA en 2012. Les réalisations à fin mars 2013 comprennent 83,2 milliards de FCFA de ventes d'électricité, 168 millions de FCFA reversés par le Trésor pour la rétrocession de TVA au secteur et 0,87 milliard de FCFA de redevances pour l'électrification rurale. La totalité des recettes a servi à couvrir les dépenses de la période sous revue qui se situent à 82,5 milliards de FCFA hormis le paiement du gaz appartenant à l'Etat.

En termes d'exploitation, il ressort un déficit de financement de 15,2 milliards de FCFA dont 33,3 milliards de gaz de l'Etat. Les consommations d'électricité de l'Etat s'établissent à 10,4 milliards.

3.6 Défis

Le sous-secteur de l'Électricité connaît des difficultés financières depuis quelques années. Cette situation est principalement due à une part importante (environ 20%) de la production d'électricité à partir du gaz naturel dont le prix est indexé sur celui du pétrole brut. En outre, ces difficultés financières ne permettent pas de réaliser les investissements nécessaires à son renouvellement et à son développement.

Afin de résorber le déficit du secteur, l'État a pris les mesures ci-après :

- Renégociation du prix du gaz naturel et associé

Les négociations avec FOXTROT ont abouti à un prix de 5,5 US\$/MMBTU sur le bloc CI-27 et à son décrochage du pétrole brut WTI.

Les négociations vont se poursuivre avec CNR sur le bloc CI-26 et prendront fin au premier semestre 2013. Les gains attendus sont estimés à environ 36,6 milliards de francs CFA sur l'année 2013 puis 40 milliards de francs CFA les années suivantes.

- Révision de la rémunération du Concessionnaire

Les négociations avec le Concessionnaire ont démarré. Les résultats de ces négociations devront permettre d'obtenir une économie d'environ 8,6 milliards de Francs CFA par an.

- Amélioration du rendement global

Les actions entreprises pour la réduction des pertes techniques et non techniques devraient permettre de gagner 1 point de rendement par an à partir de 2013.

En ce qui concerne la réduction des pertes techniques, il s'agit de la réalisation de travaux de décongestion des ouvrages de distribution dont les financements sont acquis notamment le Projet PURE (Banque Mondiale), le Projet PUR 4 (Union Européenne) et le Projet BOAD.

Quant aux pertes non techniques, des actions vigoureuses sont entreprises sur le terrain depuis le début du mois de février 2013 avec le Concessionnaire. Ces actions seront renforcées par l'adoption du nouveau code de l'électricité.

- Amélioration des recouvrements en ex-zone CNO

Les difficultés rencontrées dans le recouvrement des factures dans la zone CNO concernent principalement les clients Basse Tension. Les factures des clients (industriels et professionnels) sont totalement recouvrées.

Le taux de recouvrement de l'ex-zone CNO qui était de 18% en 2009 est passé à 25% en 2010 puis à 21% en 2012 du fait de la crise post-électorale. Avec la fin de la crise, un taux de 30% est attendu en 2013. Ces efforts vont se poursuivre pour atteindre le niveau de 98% à partir de 2014.

- Révision des tarifs d'électricité

En attendant les résultats de l'étude d'impact social, le Gouvernement a :

- procédé à une hausse tarifaire de 10% sur les industriels depuis mai 2012 ;
- basculé au « tarif général » les clients inscrits au tarif modéré ayant une consommation supérieure à 200 kWh par bimestre, à partir de fin 2012. Cette opération concerne 223 000 abonnés. L'application de cette mesure augmenterait les ressources du sous-secteur de l'Électricité d'environ 5,5 milliards de FCFA par an.

Avec la mise en œuvre des actions ci-dessus citées, l'équilibre financier du sous-secteur de l'Électricité devrait être atteint à court terme.

Les besoins d'investissement dans le secteur sont énormes. Dans le cadre du Plan Prévisionnel d'Investissement à Long Terme (PPILT), les travaux à engager sur la période 2013-2015, d'un montant global d'environ 765 milliards de FCFA, peuvent être regroupés par nature, à savoir :

- | | |
|--|-----------------------|
| • Travaux Prioritaires : | 351 milliards FCFA |
| ○ Grosse révisions : | 28 milliards FCFA |
| ○ Renouvellement : | 106 milliards de FCFA |
| ○ Extension des réseaux de distribution : | 70 milliards de FCFA |
| ○ Renforcement : | 147 Milliards de FCFA |
| • Travaux de développement et d'électrification rurale : | 414 milliards FCFA |
| ○ Développement : | 334 milliards de FCFA |
| ○ Électrification rurale : | 80 milliards de FCFA |

Le montant estimatif de ces travaux prioritaires s'élèvent à environ 351 milliards de FCFA dont 72 milliards sont financés par les projets PURE, BOAD et Union Européenne. Le solde de 279 milliards de francs CFA sera financé grâce à la trésorerie dégagée par la part gaz État et à l'application de toutes les mesures ci-dessus mentionnées.

PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR ÉNERGIE

	Mars 2009	Mars 2010	Mars 2011	Mars 2012	Mars 2013	Variation 2013/2012
HYDROCARBURES						
Pétrole (barils)						
<i>Production</i>	4 578 664	3 907 518	3 041 247	2 822 307	2 438 897	-13,58%
<i>Part Etat</i>	224 854	252 479	493 241	763 909	608 862	-20,31%
Gaz (MMBtu)						
<i>Production</i>	13 249 035	13 921 792	14 437 675	14 721 741	18 189 932	23,56%
<i>Part Etat</i>	7 245 716	7 708 438	9 416 520	6 566 213	7 995 891	21,78%
PRODUITS PÉTROLIERS EN TONNES MÉTRIQUES						
Production totale	751 595	390 636	305 508	477 775	554 022	15,96%
<i>Gasoil</i>	299 822	173 229	140 429	220 522	222 595	0,94%
<i>Essence</i>	130 910	50 056	66 593	74 123	117 034	57,89%
<i>Pétrole</i>	194 300	121 568	91 878	83 144	159 697	92,07%
Consommation nationale	301 565	279 562	193 354	349 235	331 448	-5,09%
<i>Gasoil</i>	128 428	156 362	116 452	188 716	204 100	8,15%
<i>Essence</i>	35 233	38 694	33 424	52 526	66 354	26,33%
<i>Pétrole</i>	25 948	19 291	13 459	14 699	23 909	62,66%
Exportation	611 227	169 745	126 656	114 570	210 332	83,58%
Export terre	65 647	38 311	6 803	43 382	48 948	12,83%
<i>Gasoil</i>	27 254	9 541	2 194	18 746	6 050	-67,73%
<i>Essence</i>	24 667	17 556	4 586	16 549	19 568	18,24%
<i>Pétrole</i>	6 067	5 863	0	7 520	17 073	127,03%
Export mer	545 580	131 434	119 853	71 188	161 384	126,70%
<i>Gasoil</i>	137 118	0	19 575	0	5 062	
<i>Essence</i>	70 708	15 561	21 584	2 735	1 170	-57,22%
<i>Pétrole</i>	192 412	91 923	78 694	45 501	108 912	139,36%
ÉLECTRICITÉ						
Production totale (GWh)	2 869	2 832	2 856	1 678	1 980	18,02%
<i>Hydraulique</i>	1 092	566	878	389	559	43,84%
<i>Thermique</i>	1 777	2 087	1 976	1 287	1 419	10,22%
<i>Centrales isolées</i>	0	178	2	2	3	20,11%
Ventes locales (GWh)	1 978	1 969	1 811	1 110	1 291	16,28%
<i>Basse tension</i>	1 112	1 024	1 037	547	674	23,28%
<i>Haute tension</i>	866	945	773	563	616	9,48%
Exportation (GWh)	196	87	291	72	231	218,57%
Déficit d'exploitation (millions de FCFA)	-6 324	-54 445	-37 148	-14 391	-15 191	
Subvention de l'Etat (millions de FCFA)	29,9	33,8	26,3	13,2		-100,00%

Sources : PETROCI, SIR, SOGEPE, DCPE

CONCLUSION

D'une manière générale, le Gouvernement a pris des mesures vigoureuses dans tous les segments du secteur énergie en vue d'apporter des solutions aux difficultés relevées.

Au niveau du sous-secteur des hydrocarbures, le Gouvernement a mis en place le mécanisme automatique de fixation des prix des produits pétroliers qui est opérationnel depuis le 1^{er} avril 2013. En outre, il a procédé à une révision des prix du butane afin d'aligner les montants collectés à la subvention demandée. Il a, par ailleurs, signé une convention avec la SIR pour le traitement de sa dette à fin décembre 2011. La nouvelle dette à fin 2012, est en cours de traitement et devrait aboutir à la signature d'une convention avant fin juin 2013.

L'équilibre financier du secteur électricité devrait être rétabli à court terme, en raison des mesures prises par le Gouvernement. Il s'agit notamment de :

- la renégociation du prix du gaz naturel et associé ;
- la révision de la rémunération du Concessionnaire ;
- l'amélioration du rendement global ;
- l'amélioration des recouvrements en ex-zone CNO ;
- la révision des tarifs d'électricité.

Ces avancées notables doivent être renforcées par les investissements envisagés au niveau du réseau et le développement de nouveaux gisements.

**LE MINISTRE DES MINES,
DU PETROLE ET DE L'ENERGIE**

Adama TOUNGARA

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**



Nialé KABA

